

NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ



Distr.
GÉNÉRALE

A/35/376
S/14087

5 août 1980
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-cinquième session

Points 22 et 50 de l'ordre du jour provisoire^{**}

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION

SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

INTERNATIONALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-cinquième année

Lettre datée du 4 août 1980, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation
des Nations Unies

A la requête de S. Exc. M. Hun Sen, ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le mémorandum en date du 31 juillet 1980 du Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea sur la tension actuelle à la frontière Kampuchea-Thaïlande et vous prie de bien vouloir faire circuler cette note ainsi que le mémorandum comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 22 et 50 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la
République socialiste du Viet Nam,

(Signé) HA VAN LAU

ANNEXE

MEMORANDUM DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE
POPULAIRE DU KAMPUCHEA SUR LA TENSION ACTUELLE A LA FRONTIERE
KAMPUCHEA-THAÏLANDE

Du fait des autorités thaïlandaises, la tension règne actuellement à la frontière Kampuchea-Thaïlande. Si l'on en croit ces dernières, il existerait une menace envers la souveraineté et la sécurité de la Thaïlande venant du Kampuchea. Cependant, la Thaïlande rejette toutes les propositions que la Conférence des Ministres des affaires étrangères du Kampuchea, du Laos et du Viet Nam, tenue les 17 et 18 juillet 1980 à Vientiane, a avancées dans le but justement de détendre la situation et de garantir la souveraineté et la sécurité des pays de la région.

Que le est donc la vérité?

Les autorités thaïlandaises se disent neutres dans le problème kampuchéen et qu'elles ne font pas partie du conflit, mais dans la pratique, leurs actes s'inscrivent en faux contre cette affirmation.

1. Immédiatement après la victoire du 7 janvier 1979 du peuple kampuchéen, la Thaïlande s'est associée au plan chinois de rassembler et d'entretenir les débris de l'armée polpotiste contre le pouvoir révolutionnaire au Kampuchea.

Dans l'acte d'accusation du tribunal populaire révolutionnaire de Phnom Penh (août 1979), il est écrit :

"Nous avons pu à temps contrecarrer la tragédie de génocide grâce à la victoire historique du 7 janvier 1979. Mais, immédiatement après, les réactionnaires de Pékin continuent à accorder assistance à la clique Pol Pot-Ieng Sary. Selon des documents saisis à Tسان (Battambang), les réactionnaires de Pékin ont réaffirmé à Ieng Sary qu'ils continueront à fournir des fonds, des armes, des vivres et des moyens de transmission à cette clique à travers la Thaïlande. Hua Guofeng et Deng Xiaoping ont en outre élaboré un plan de rassemblement des forces khmères réactionnaires destinées à être envoyées au Kampuchea contre le pouvoir révolutionnaire."

En outre, le document 2.5.18 publié par ledit tribunal concernant l'entrevue entre Deng Xiaoping et Ieng Sary le 13 janvier 1979, a révélé l'engagement déjà à l'époque de la Thaïlande au plan chinois d'entretenir les débris de l'armée polpotiste contre la République populaire du Kampuchea.

2. La Thaïlande ne cesse d'acheminer des armements chinois destinés aux débris de l'armée polpotiste à travers le territoire thaïlandais.

Selon un arrangement convenu entre la Thaïlande et les milieux gouvernants réactionnaires de Pékin, les matériels militaires chinois, portant label civil et transportés à bord de navires chinois à destination du port commercial de Bangkok, ont été pris en charge par l'armée thaïlandaise pour être ensuite acheminés vers Ubon et remis aux débris de l'armée polpotiste. La Thaïlande a acheminé chaque mois pour la Chine, en moyenne 500 tonnes d'armements et de vivres destinés aux débris de l'armée polpotiste. Et ce rythme ne cesse de croître de jour en jour. Notamment durant les six premiers mois de 1980, dans le cadre des attaques contre le Kampuchea en saison des pluies, elle a assuré jusqu'à plus de 6 000 tonnes d'armements et de vivres destinés aux Khmers réactionnaires; par ailleurs, elle a ouvert de nouvelles zones d'accès, à l'intérieur du territoire et sur le littoral, de nouvelles voies de communications jusqu'à la frontière, créé des aires d'atterrissage pour hélicoptères, des dépôts le long de la frontière pour ravitailler les débris polpotistes tels les stations 1002 (à Pak Um, troisième région frontalière), 1003 (à Dong Ao, au nord d'Oddar Meanchey), et un complexe de centaines de dépôts à l'ouest de Tassan (4 km à l'intérieur du territoire thaïlandais). Cet accroissement du rythme de ravitaillement chinois par l'intermédiaire de la Thaïlande est maintenant manifestement connu de tous. La Thaïlande a, en effet, mis sur pied un "comité spécial" chargé de cette question. Plusieurs correspondants occidentaux affirment avoir vu de leurs propres yeux les voies de Khmers rouges à travers le territoire thaïlandais.

3. Le long de la frontière Thaïlande-Kampuchea et sur le territoire thaïlandais existent plusieurs "sanctuaires" servant de refuge, de base de logistique et de tremplin d'action aux divers groupes khmers réactionnaires exilés contre la République populaire du Kampuchea.

Les autorités thaïlandaises ont aidé les débris de l'armée polpotiste à construire des repaires le long de la frontière comprenant des quartiers généraux, centres de transmission codée, systèmes de dépôts, hôpitaux, comme au village Leam, en face de la région de Pailin du Kampuchea, Leam Chek relevant du district Peng Nam Rong, province de Chantabury, etc.

Selon les déclarations d'un certain nombre de Khmers réactionnaires qui se sont rendus ou qui ont été arrêtés et jugés par le tribunal populaire révolutionnaire de Phnom Penh en juin dernier, la Thaïlande leur a permis d'utiliser la région d'Aranyaprathet comme base de départ des actions subversives contre le nouveau régime au Kampuchea.

De la partie nord de Samrong jusqu'à Aranyaprathet, le long de la frontière, s'échelonnent des repaires d'une dizaine de "bataillons" de Khmers réactionnaires de tout acabit entretenus et directement commandés par les militaires thaïlandais. Ces éléments font des incursions régulières en territoire kampuchéen surtout à l'ouest de la province d'Oddar Meanchay pour s'y livrer à des sabotages, des pillages, des enlèvements de civils destinés à entretenir leurs effectifs.

Chaque fois que les réactionnaires khmers, devenus de véritables bandits, sont poursuivis par l'armée révolutionnaire kampuchéenne, ils trouvent refuge en Thaïlande où ils bénéficient de l'assistance et attendent d'autres occasions, après avoir repris forces, de retourner au Kampuchea pour de nouvelles activités de sabotage.

4. La Thaïlande a utilisé les produits de l'aide humanitaire internationale au profit du peuple kampuchéen comme instrument contre la République populaire du Kampuchea.

Incitée par l'impérialisme américain et les réactionnaires de Pékin, la Thaïlande a mis sur pied des "ponts terrestres" pour la distribution d'aides dans les régions situées le long de la frontière avec le Kampuchea, action destinée à encourager des Kampuchéens à abandonner leur travail de production au Kampuchea pour gagner le territoire thaïlandais en quête de marchandises, à les persuader à intégrer les camps de "réfugiés" pour être constitués en force de réserve des groupes de Khmers réactionnaires.

La Thaïlande s'est encore servie des produits de l'aide humanitaire pour nourrir les débris de l'armée polpotiste et autres Khmers réactionnaires vivant mêlés aux pensionnaires des camps de réfugiés installés le long de la frontière Thaïlande-Kampuchea. Des organisations internationales humanitaires ont mis à jour cette action malveillante de la Thaïlande. Toutefois, cette dernière se refuse toujours à séparer les réactionnaires khmers armés des véritables réfugiés civils et à mettre fin à l'utilisation des produits de l'aide humanitaire pour entretenir les premiers.

5. La Thaïlande a encore utilisé des réfugiés kampuchéens en Thaïlande comme instrument aidant les Khmers réactionnaires dans leurs actions contre la République populaire du Kampuchea.

La Thaïlande refuse de permettre aux réfugiés kampuchéens de s'installer dans les pays tiers : par contre, elle les concentre dans des camps de "réfugiés" à la frontière Thaïlande-Kampuchea. Ces camps, apparemment supervisés par l'armée thaïlandaise, sont en réalité contrôlés par les débris polpotistes et autres Khmers réactionnaires déguisés en réfugiés civils. Ce n'est pas par hasard que les autorités thaïlandaises maintiennent les camps de "réfugiés" tout près de la frontière, qu'elles demandent l'installation des zones de sécurité pour les réfugiés, sollicitent l'envoi d'observateurs de l'Organisation des Nations Unies à la frontière, etc. Le véritable objectif est d'assurer protection aux agents de Pékin et de l'impérialisme américain, de leur permettre d'utiliser le territoire thaïlandais pour s'opposer impunément à la révolution et au peuple kampuchéens.

La Thaïlande utilise en outre des réfugiés kampuchéens comme paravent protégeant les différentes bandes de Khmers réactionnaires qui cherchent à s'infiltrer au Kampuchea pour y provoquer des troubles. En juin 1979, lorsque Pékin, profitant de la saison des pluies, envoyait des Khmers réactionnaires au Kampuchea pour des activités contre-révolutionnaires, des autorités thaïlandaises ont déclaré "la fermeture de la frontière" et donné l'ordre à leurs forces armées d'expulser environ 47 000 réfugiés kampuchéens vers la province de Preah Vihear du Kampuchea. Pour préparer le chemin d'infiltration des débris khmers réactionnaires, les forces armées thaïlandaises ont forcé ces réfugiés à traverser des champs minés à la frontière, faisant ainsi de nombreux victimes, morts et blessés. En octobre 1979, début de la saison sèche, elles ont déclaré "l'ouverture de la frontière" destinée

à recevoir les réfugiés, cette entreprise vise en fait à accueillir les débris polpotistes en débandade devant la contre-attaque des forces armées révolutionnaires du Kampuchea.

Dernièrement, mi-juin 1980, exécutant le plan des expansionnistes pékinois d'utiliser les Khmers réactionnaires pour l'accroissement des activités contre le Kampuchea en saison des pluies avec l'illusion d'un changement de la situation et du maintien du cadavre politique Pol Pot-Ieng Sary à l'Organisation des Nations Unies, la Thaïlande monte alors la comédie "rapatriement volontaire", repoussant au Kampuchea des centaines de milliers de réfugiés utilisés comme paravent protégeant les Khmers réactionnaires qui s'infiltrèrent au Kampuchea pour des activités de sabotage. Avec l'aide de la population, les autorités révolutionnaires kampuchéennes, après une sélection de ces "réfugiés", ont découvert et arrêté des milliers de bandits armés, parmi lesquels un "chef adjoint de division".

"Ouverture de la frontière" puis "fermeture de la frontière", autant de manoeuvres thaïlandaises destinées à inciter la population au Kampuchea à abandonner la production pour passer en Thaïlande, pour ensuite la repousser au Kampuchea et l'utiliser comme paravent protégeant les Khmers réactionnaires dans leurs activités hostiles au peuple kampuchéen. De ce fait, la Thaïlande a provoqué une situation tendue et une instabilité permanente à la frontière des deux pays.

6. La Thaïlande a fait violer par ses forces armées le territoire kampuchéen, pour appuyer les Khmers réactionnaires dans leurs activités contre le Kampuchea.

Début 1979, après le renversement de Pol Pot-Ieng Sary par le peuple kampuchéen, les forces armées thaïlandaises ont fait usage de l'artillerie lourde pour couvrir la fuite des débris de l'armée de Pol Pot. Depuis, la Thaïlande ne cesse de faire entrer en action des canons et mortiers installés sur le territoire thaïlandais pour bombarder le territoire kampuchéen et de faire violer par des avions de reconnaissance l'espace aérien du Kampuchea, et des fois jusqu'à 10 km à l'intérieur du Kampuchea, pour des activités de reconnaissance et de guidage destinées à appuyer les opérations des Khmers réactionnaires. Les bateaux thaïlandais ne cessent de violer les eaux territoriales du Kampuchea, transportant des armes et faisant débarquer clandestinement des commandos réactionnaires sur la côte kampuchéenne.

Depuis fin mai 1980, dans le cadre de préparation et d'exécution du plan de Pékin en saison des pluies, des avions thaïlandais, quotidiennement, pénètrent illégalement dans l'espace aérien kampuchéen pour des activités de reconnaissance. Des mortiers et canons de 105 à 155 mm bombardent continuellement le Kampuchea à partir du territoire thaïlandais. Pour certains jours, on compte jusqu'à des centaines d'obus, comme à l'est et à l'ouest de la rivière Klong (Pursat) dans la zone du temple de Preah Vihear (province de Preah Vihear), à l'ouest de Bangkum, à Oddar, à Phnom Melai, Te Sanh, Pailin, Samot (Battambang). Par ailleurs, la partie thaïlandaise envoie en nombre croissant des groupes d'éclaireurs et de commandos sur le territoire kampuchéen, pour des activités de reconnaissance et des attaques contre les garde-frontières kampuchéens, à l'ouest de la rivière Klong, dans les zones situées autour de Bangkum, de Poi Pet, de Nimit (Battambang). C'est l'armée

thaïlandaise elle-même, artillerie, infanterie, tanks et aviation conjugués, qui a appuyé l'action des Khmers réactionnaires en pénétration sur le territoire kampuchéen et attaquant les forces de garde-frontières kampuchéennes les 23 et 24 juin 1980, d'où l'éclatement des conflits à la région frontalière au nord-est de Poi Pet.

Il est clair que les autorités thaïlandaises ne cessent d'escalader dans leurs actions hostiles contre la République populaire du Kampuchea, créant ainsi une situation très tendue, facilement explosive à la frontière Kampuchea-Thaïlande.

La situation susmentionnée s'inscrit en faux contre les allégations des autorités thaïlandaises, prétendant qu'elles ne sont pas parties du conflit et démontre que la Thaïlande n'est pas neutre comme elle se dit, mais qu'elle s'associe de plus contre le peuple kampuchéen et ne cesse de s'ingérer dans ses affaires intérieures et de porter systématiquement atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République populaire du Kampuchea. Elle s'aligne encore davantage et dangereusement sur les Etats-Unis dans une collusion avec la Chine, dans le but manifeste de prêter protection et assistance aux débris de l'armée de Pol Pot-Ieng Sary et autres Khmers réactionnaires et de les utiliser comme instrument pour s'opposer à la République populaire du Kampuchea. C'est ainsi qu'elle élude obstinément toute proposition logique et raisonnable du Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea. Il est évident que si la Thaïlande ne permet pas aux autorités de Pékin d'utiliser son territoire comme "sanctuaires", servant de refuge et de lieu d'entretien, d'entraînement et de ravitaillement pour les débris de l'armée polpotiste et autres Khmers réactionnaires, ces derniers ne peuvent subsister jusqu'à ce jour pour continuer leurs actes de sabotage contre la vie paisible et l'oeuvre de reconstruction nationale du peuple kampuchéen. C'est là l'origine de la tension qui règne le long de la frontière des deux pays, menaçant directement la souveraineté et la sécurité de la République populaire du Kampuchea. Toute allégation de Pékin et de Bangkok selon laquelle une menace venant du Kampuchea pèse sur la sécurité de la Thaïlande est mensongère et ne saurait donner le change à personne.

Tout en étant déterminées à nettoyer et à éliminer totalement les débris de l'armée de Pol Pot et autres Khmers réactionnaires pour préserver la sécurité et la vie paisible de la population, les forces armées révolutionnaires kampuchéennes ont fait preuve d'une grande persévérance et d'une extrême retenue face aux actes hostiles graves et systématiques susmentionnés des autorités thaïlandaises. Le Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea a, à maintes reprises, fait preuve de bonne volonté. Il a successivement avancé des propositions logiques et raisonnables, et est disposé à avoir avec le Gouvernement royal de la Thaïlande des rencontres à n'importe quel niveau, n'importe où et sous n'importe quelle forme et le plus tôt serait le mieux, en vue de discuter des mesures urgentes destinées à supprimer la tension à la frontière entre les deux pays et à régler d'autres questions d'intérêt commun, ne posant à aucun moment, comme condition préalable, la reconnaissance de la République populaire du Kampuchea par la Thaïlande. La proposition en quatre points de la République populaire du Kampuchea à la dernière Conférence des Ministres des affaires étrangères du Kampuchea, du Laos et du Viet Nam est une proposition juste et raisonnable, ayant à la fois caractère global susceptible de contribuer à régler les problèmes communs de la région et caractère spécifique permettant de régler les problèmes d'actualité brûlants dans

la région préoccupant tout homme de bonne volonté, tel celui de la stabilité, de la sécurité à la frontière Kampuchea-Thaïlande, celui des Kampuchéens réfugiés en Thaïlande, celui de l'aide humanitaire au Kampuchea et également celui concernant la forme de négociations acceptable et réaliste dans la situation où la République populaire du Kampuchea et le Royaume de Thaïlande ne se sont pas encore reconnus mutuellement. Cette proposition, loin de porter préjudice à qui que ce soit, ne pourra que faire échec aux manoeuvres des milieux gouvernants réactionnaires de Pékin qui s'emploient actuellement à s'opposer aux peuples des trois pays d'Indochine, à semer hostilité entre ces pays et les autres pays du Sud-Est asiatique, à déstabiliser la situation dans la région, et ce aux fins de leur politique d'expansionnisme. Cette proposition est favorablement accueillie par de larges secteurs de l'opinion publique internationale. Seule la Chine réagit rageusement, s'évertue à dénaturer son contenu tout en incitant la Thaïlande à s'y opposer. Il est regrettable que la Thaïlande fait, elle aussi, usage de sophismes pour refuser cette proposition et s'agripper à ses exigences déraisonnables.

La Thaïlande réclame sécurité et stabilité à la frontière Thaïlande-Kampuchea. En réalité, elle souhaite sécurité et stabilité à la région frontalière uniquement de son côté. Tandis qu'à la région frontalière du côté kampuchéen, elle a déclenché, poursuivi et encouragé des actes de sabotage. Elle persiste à maintenir les "camps de réfugiés" à proximité immédiate de la frontière pour servir comme base de refuge et de départ des réactionnaires khmers armés dans leurs attaques et actions de sabotage contre le Kampuchea. Entre-temps, elle rejette la proposition d'établir une zone démilitarisée des deux côtés de la frontière, prétendant que nécessiterait seule la création d'une zone démilitarisée du côté kampuchéen. Ainsi, la Thaïlande s'arroge toujours le droit de continuer à provoquer la tension à la frontière, de menacer la souveraineté et la sécurité du Kampuchea, et veut en revanche lier les bras de la République populaire du Kampuchea pour l'empêcher à préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale. Il s'agit en l'occurrence d'une attitude arrogante tout à fait à l'opposé de la position logique et raisonnable de la partie kampuchéenne.

Le refus de la Thaïlande de transférer les "camps de réfugiés" loin de la région frontalière démontre sa volonté de continuer à utiliser des réfugiés kampuchéens contre le peuple kampuchéen, à se servir de l'enseigne humanitaire pour entreprendre des actes inhumains.

La réaction négative de la partie thaïlandaise aux propositions de la Conférence des trois Ministres des affaires étrangères du Kampuchea, du Laos et du Viet Nam traduit son refus de vouloir régler de façon satisfaisante les questions existant entre la Thaïlande et le Kampuchea. La Thaïlande a, elle aussi, avancé diverses propositions, mais l'objectif réel est de mettre à profit l'Organisation des Nations Unies et d'entreprendre une campagne de propagande calomnieuse propre à créer une pression et à imposer sa volonté à la République populaire du Kampuchea. L'allégation thaïlandaise selon laquelle les négociations signifieraient une reconnaissance du pouvoir populaire au Kampuchea démontre une position des plus hypocrites. Cependant, la pratique internationale ne manque pas d'exemples où des pays ne se reconnaissant pas encore mutuellement ont entamé ensemble des pourparlers pour régler des différends entre eux.

La Thaïlande exige que soient respectées son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriales alors qu'elle s'associe de plus en plus à la politique chinoise qui consiste à saboter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriales d'autrui, en premier lieu celles de la République populaire du Kampuchea. Cette position hypocrite du Gouvernement thaïlandais est avant tout préjudiciable à la Thaïlande elle-même et au peuple thaïlandais; en même temps, elle va à l'encontre de l'intérêt de la paix et de la stabilité dans la région.

L'attitude de bonne volonté du Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea s'inspire de la juste et invariable politique extérieure de la République populaire du Kampuchea : paix, amitié et non-alignement en contribution à la paix, à la stabilité en Asie du Sud-Est et à la paix et au progrès dans le monde. Cette politique trouve son origine dans les réalités actuelles de la société et du peuple du Kampuchea en harmonie avec son intérêt vital et gagne l'approbation de toute l'humanité progressiste. De larges secteurs de l'opinion publique en Asie du Sud-Est et dans le monde réalisent de plus en plus les desseins des autorités de Pékin de continuer de s'opposer à la République populaire du Kampuchea par tous les moyens et de saboter la paix et la stabilité dans le Sud-Est asiatique.

Le peuple kampuchéen vient d'être libéré de la tragédie de génocide du régime fasciste barbare de Pol Pot-Ieng Sary, régime qui a renversé et détruit radicalement toutes les structures économique, culturelle et sociale du Kampuchea, laissant de très graves et lourdes conséquences. Il n'a d'autre désir plus ardent que celui de voir s'établir la paix et la stabilité pour reconstruire son pays et sa vie de bien-être et de bonheur. Le Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea respecte constamment la souveraineté et l'intégrité territoriales du Royaume de Thaïlande et désire établir avec lui des relations de bon voisinage et faire de la frontière des deux pays une frontière de paix et d'amitié durables. Mais cela ne signifie nullement que les autorités thaïlandaises ont le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures et de porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriales du Kampuchea sans recevoir de ripostes énergiques en vertu du droit sacré de légitime défense de chaque Etat souverain.

Le Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea condamne sévèrement les crimes des autorités de Pékin qui s'opposent au peuple kampuchéen pour tenter de restaurer par tous les moyens le régime de génocide de Pol Pot-Ieng Sary; en même temps, il rejette énergiquement les allégations fallacieuses des autorités thaïlandaises et exige qu'elles mettent immédiatement fin à leur aventure dans une collusion avec Pékin pour s'opposer à la République populaire du Kampuchea.

La seule voie juste et raisonnable pour un règlement de la tension à la frontière Kampuchea-Thaïlande et de tout différend entre les deux pays, c'est de discuter ensemble dans un esprit de compréhension, d'amitié et de respect mutuel. La continuation de la tension à la frontière des deux pays n'est profitable qu'aux visées expansionnistes et hégémonistes des milieux gouvernants réactionnaires de Pékin et nullement à l'avantage du peuple thaïlandais comme celui du peuple kampuchéen. Si les autorités thaïlandaises désirent réellement avoir la sécurité et la stabilité dans la région frontalière et détendre la situation dans la région, qu'elles répondent positivement à la proposition en quatre points que la République populaire du Kampuchea a avancée à la Conférence des Ministres des affaires étrangères du Kampuchea, du Laos et du Viet Nam, tenue à Vientiane les 17 et 18 juillet 1980.

Phnom Penh, le 31 juillet 1980